

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2435

10 septembre 2014

SOMMAIRE

AG für Investitionen und Beteiligungen	116837	Compagnie Internationale de Restauration	
Agrico	116837	(C.I.R.) S.A.	116843
Aliroso S.A.	116837	Cork International S.A.	116834
AMP Capital Investors (IDF II SBT N°1) S.à		Coveris Group S.A.	116880
r.l.	116836	CPA Lux S.à r.l.	116835
AMP Capital Strategic Infrastructure		Cubus Office S.à r.l.	116835
Trust of Europe (EUR) SICAV-SIF	116854	Cyclone Holdings Luxembourg S.à.r.l . . .	116835
Antares Invest Luxembourg S.A.	116838	D3 Coordination SA	116846
Antares Invest Luxembourg S.A.	116838	Data Center S.C.A.	116844
Aria Lux S.A.	116834	D'co S.à r.l.	116845
ASO Lux 2 S.à r.l.	116849	Dété Publicité & Communication S.à.r.l.	
Beldico Holdings S.A.	116847	116845
Benedetti International S.A.	116842	Diluisa S.A.	116845
BGP Residential GP 4 S.à r.l.	116880	Edmund Propco S.à r.l.	116844
BGP Retail GP 6 S.à r.l.	116835	Exopack Group S.A.	116880
Bluebill	116835	Gavilon Luxembourg HoldCo S.à r.l. . . .	116880
B&M European Value Retail 1 S.à r.l. . . .	116864	IdB Holdings	116863
Brandbrew S.A.	116839	Ki Constlants Europe S.à r.l.	116878
Bridge Lines S.A.	116839	Landericus Property Zeta S.à r.l.	116874
Bristol Capital S.A.	116841	Lari Invest S.A.	116842
Brown Investment S.A.	116846	Leica Holdings S.à r.l.	116834
Cadami Finance S.A.	116836	Matrix Investments S.A.	116839
Cadimmo Invest	116836	Modjeska Canyon S.A.	116838
Calama S.A.	116842	Pandomus	116840
Cascada 2 S.A.	116841	Pharma Rare Luxembourg S.A.	116840
CBS Broadcast Kingworld - CBS-Lux Hold-		Putnik De Luxe	116840
ing LLC S.C.S.	116841	Puukeskus HoldCo S.à r.l.	116841
CBS CSI Distribution - CBS-Lux Holding		Quilvest & Partners	116839
LLC S.C.S.	116846	Selecta Group S.à r.l.	116834
Ciancone S.A.	116846	SpotRTM 1	116843
ColSnow S.à r.l.	116836	Swinton Holding S. à r. l.	116843
Compagnie des Trois Collines Spf S.A. . .	116844		
Compagnie Immobilière Luxembourgeoi-			
se	116844		

Cork International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 136.839.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014095661/10.

(140114363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Aria Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 101.123.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement rendu en date du 22 mai 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes les opérations de liquidation de la société ARIA LUX S.A..

Maître Tom Berend

Le liquidateur

Référence de publication: 2014099656/13.

(140119267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Leica Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 149.360.

EXTRAIT

La nouvelle adresse de l'associé unique de la Société est la suivante:

25th Floor, Berkshire House, 25 Westlands Road, Quarry Bay, Hong Kong (République Populaire de Chine).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098364/14.

(140117409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Selecta Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 180.778.

EXTRAIT

En date du 7 juillet 2014, Monsieur Mark Brown a démissionné de son mandat de gérant de catégorie C de la Société avec effet au 20 juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

*Pour la Société**Mandataire*

Référence de publication: 2014097550/15.

(140116376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Bluebill, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 178.235.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095601/9.

(140113623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

BGP Retail GP 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 117.123.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095594/9.

(140114557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Cubus Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 178.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014095664/10.

(140114068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Cyclone Holdings Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 154.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095666/10.

(140114009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

CPA Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 173.354.

Extrait des résolutions prises à Luxembourg par l'assemblée générale en date du 3 juillet 2014

Les actionnaires décident d'accepter la démission de Monsieur Daniel DINE ainsi que la démission de Monsieur Sébastien BACH toutes deux en date du 3 juillet 2014.

Les actionnaires décident de nommer en qualité de gérant de la Société à durée indéterminée.

(i) M. Laurent GODINEAU, né le 17 juin 1973 à Cholet (France), avec adresse professionnelle au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

(ii) Mme. Emilie SCHMITZ né le 8 février 1982 à Metz (France), avec adresse professionnelle au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que gérante de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098028/16.

(140117258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Cadami Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 120.452.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014095667/10.

(140114551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Cadimmo Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 128.282.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014095668/10.

(140114607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

AMP Capital Investors (IDF II SBT N°1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 180.529.

EXTRAIT

En date du 7 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Richard Lane, en tant que gérant, est acceptée avec effet au 25 juin 2014;
- Emma Haight, avec adresse professionnelle au niveau 4, Berkeley Square, Berkeley Square House, Londres, W1J6 BX, Royaume-Uni, est élue nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014097886/14.

(140117268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

ColSnow S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 185.808.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession sous seing privé intervenu en date du 30 Juin 2014, que:

Colony Luxembourg S.à r.l., une Société à Responsabilité Limitée, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88,540, dont le siège social est situé au 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, a cédé à:

ColFinSnow Funding, LLC, «a Limited Liability Company», immatriculée sous le numéro 5559074 dont le siège social est situé au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, l'entière des parts sociales de la Société ColSnow S.à r.l. à savoir, douze mille six cents (12.600) parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Valérie Chamier

Mandataire habilité

Référence de publication: 2014095655/20.

(140114275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

AG für Investitionen und Beteiligungen, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 53.465.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014097866/12.

(140117102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Aliroso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 175.601.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la Société en date du 23 décembre 2013

En date du 23 décembre 2013, le conseil d'administration de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur John Stewart Jr. WILSON, actuellement administrateur de catégorie A de la Société, en tant que président du conseil d'administration de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée identique à celle de son mandat d'administrateur jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

ALIROSO S.A.

Signature

Référence de publication: 2014097880/17.

(140117011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Agrico, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 53.030.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire en date du 19 juin 2014

1. M. Hans DE GRAAF a été reconduit dans ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

2. Mme Karoline WILLOT a été reconduite dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

3. Mme Kristel VRIJSEN a été reconduite dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

4. La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a été reconduite dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2020.

5. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Karoline WILLOT et de Mme Kristel VRIJSEN, administrateur, et de M. Hans DE GRAAF, administrateur et président du conseil d'administration, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour AGRICO

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014097871/25.

(140116595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Antares Invest Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 180.421.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg au siège social le jeudi 26 juin 2014

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue en date du 26 juin 2014 que:

Le Conseil d'Administration a décidé de nommer en son sein Maître FELTEN Bernard à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014097891/16.

(140117446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Modjeska Canyon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.211.

—
La décision suivante a été prise par l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 24 juin 2014:

- de renouveler le mandat de l'Alliance Révision S.à r.l. en tant que réviseur d'entreprise agréé de la Société avec effet immédiat et pour une période arrivant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires à tenir en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Pour la Société

Shehzaad Atchia

Administrateur

Référence de publication: 2014099296/17.

(140118006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Antares Invest Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 180.421.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le jeudi 26 juin 2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue extraordinairement en date du 26 juin 2014 que:

L'Assemblée a accepté la démission de Madame Madeleine THOMASSET de ses fonctions d'administrateur et a décidé de nommer en son remplacement la personne suivante:

- Monsieur Olivier LECLIPTEUR, né le 17 janvier 1969 à Rocourt (B), employé privé, demeurant professionnellement à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur,

Le nouvel administrateur termine le mandat de son prédécesseur qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014097890/21.

(140117446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Brandbrew S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 75.696.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095615/9.

(140114437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Bridge Lines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 143.763.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095616/9.

(140114205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Quilvest & Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 156.529.

Extrait de l'assemblée générale du 13 juin 2014

1) L'assemblée a renouvelé le mandat de Monsieur Norberto Morita, demeurant Posadas 1671, Buenos Aires, Argentine. Le mandat de cet administrateur sera valable jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

2) L'Assemblée Générale a réélu Réviseur d'Entreprises Agréé, la société KPMG Luxembourg S.à.r.l. ayant son siège social au 9, Allé Scheffer, L-2520 Luxembourg dont le mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale qui statuera sur l'exercice 2014.

L'adresse de Monsieur Christian Baillet a changé de 2 Grünbühlstrasse, bâtiment Chalet Amalia, CH - 3782 Lauenen à 16, Bueliweg, Chalet Lauterbach, CH-3782 Lauenen.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014098617/16.

(140117164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Matrix Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 86.665.

EXTRAIT

Il résulte de la décision du conseil d'administration tenu en date du 23 mai 2014 que le siège de la société est transféré du 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg à compter du 1^{er} juin 2014.

Les administrateurs mentionnés ci-dessous résident professionnellement au 50, rue Charles Martel 1^{er} étage L-2134 Luxembourg:

- Claude ZIMMER
- Hendrik H.J. KEMMERLING
- Rob SONNENSCHNEIN

L'administrateur Luxglobal Management S.à r.l., réside professionnellement au 50, Rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014099301/20.

(140118156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Putnik De Luxe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.952.

—
Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 16 juin 2014

Il résulte des résolutions de l'associée unique de la Société prises en date du 16 Juin 2014 que Monsieur Anthony Agostino, né à Thionville (France) le 14 février 1983, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, a été nommé gérant de la Société avec effet au 16 Juin 2014, pour une durée indéterminée, en remplacement de Madame Rita Goujon, gérant démissionnaire

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098587/15.

(140116459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Pandomus, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 146.540.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue en date du 3 juin 2014

- Grant Thornton Lux Audit, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 89A Pafbruch, L-8308 Cappellen, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183 652, a été nommée en tant que Réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en 2015.

- Les mandats des administrateurs de la Société, Mme Martine Grün, M. John Wantz et M. Charles Meyer, ont été confirmés jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en 2019.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PANDOMUS

Un mandataire

Référence de publication: 2014098591/17.

(140117200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Pharma Rare Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 144.564.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 26/05/2014 à 10.00 heures

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes.

Sont renommés Administrateurs:

- Mme Angelina Scarcelli, Employée privée, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg;

- M. Federigo Cannizzaro di Belmontino, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg;

- M. Jean-Marc Debaty, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg.

Est renommée Commissaire aux comptes:

Luxembourg International Consulting S.A. (Interconsult) avec siège social à L-1371 Luxembourg - 7, Val Sainte-Croix.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2020.

Luxembourg, le 26/05/2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2014098598/22.

(140117608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Bristol Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 150.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095618/9.

(140114090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Cascada 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 74.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014095676/10.

(140113952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

CBS Broadcast Kingworld - CBS-Lux Holding LLC S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 153.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095680/10.

(140113917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Puukeskus HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 546.150,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 117.246.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014 et avec effet immédiat, ont décidé:

- 1 d'accepter la démission de Monsieur Lars Frankfelt en tant que gérant de catégorie A de la Société,
- 2 d'abolir la classification en catégorie B des gérants actuellement en fonction
- 3 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:
 - Monsieur Thomas Sonnenberg, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,
 - Monsieur Antonis Tzanetis, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,
 - Monsieur Mats Eklund, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé sans classification en tant que gérants de catégorie A ou de catégorie B de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer
Monsieur Heiko Dimmerling
Monsieur Thomas Sonnenberg
Monsieur Antonis Tzanetis
Monsieur Mats Eklund

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Puukeskus Holdco S.à r.l.

Référence de publication: 2014098588/25.

(140116723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Lari Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 147.589.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 19 juin 2014:

Résolution:

L'Assemblée décide nommer au poste de Commissaire aux Comptes la société International Corporate Services (Luxembourg) Sàrl, enregistrée sous le numéro B 107.093 du Registre des Commerces et des Sociétés Luxembourgeoises et domiciliée au 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le nouveau Commissaire aux comptes achèvera son mandat lors de l'Assemblée Générale approuvant les comptes de l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Antonio Quaratino
ADMINISTRATEUR

Référence de publication: 2014098387/17.

(140116828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Benedetti International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 144.988.

—
Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 30 juin 2014 que le Conseil d'Administration de la société a pris la résolution suivante:

Première et unique Résolution

Le Conseil d'Administration prend acte de, et accepte la démission de Monsieur Davide MURARI de sa fonction d'Administrateur avec effet au 12 juin 2014. Le Conseil d'Administration décide de coopter en son sein et avec effet immédiat Monsieur Giovanni PATRI, né à Lobbes (Belgique), le 18 août 1975 et demeurant professionnellement au 30 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Davide MURARI, Administrateur démissionnaire.

En conformité avec la loi, l'Assemblée Générale des Actionnaires procédera, lors de sa prochaine réunion, à la nomination définitive.

Le mandat ainsi conféré du nouvel Administrateur prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014097941/18.

(140116715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Calama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 50.029.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue en date du 30 mai 2014

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 30 mai 2014 que:

- le siège social de la société est transféré du 42-44 avenue de la gare L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- Les administrateurs M. Claude ZIMMER, M. Hendrik H.J. KEMMERLING et M. Rob SONNENSCHNEIN sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel 1^{er} étage, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- L'administrateur LuxGlobal Management S.à r.l, société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014. Représentant permanent M. Hendrik H.J. KEMMERLING domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1^{er} étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

Extrait sincère et conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2014095671/19.

(140114648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

SpotRTM 1, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen.
R.C.S. Luxembourg B 158.826.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 8 juillet 2014

Monsieur Anders Malcolm a démissionné de son poste d'administrateur avec effet au 30 juin 2014.

Il a été décidé de nommer Monsieur John Caulfield comme nouvel administrateur de la Société avec effet au 30 juin 2014 pour une période prenant fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015, de sorte que le conseil d'administration de la Société se compose des personnes suivantes:

- Monsieur Ralf Ferner avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4 rue Peterelchen, président du conseil d'administration

- Monsieur Jérôme Wigny avec adresse professionnelle à L-2014 Luxembourg, 2, place Winston Churchill

- Monsieur John Caulfield avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098681/17.

(140116597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Swinton Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.471.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 30 Juin 2014, l'associé unique a décidé de prononcer la clôture de la liquidation de la Société

L'Assemblée a décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante:

46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Swinton Holding S.à r.l.

FIDES (Luxembourg) S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014098687/18.

(140117339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Compagnie Internationale de Restauration (C.I.R.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 67.893.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 1^{er} juillet 2014 que:

1) l'adresse professionnelle de l'administrateur Carlo Arend est à modifier comme suit:

Carlo Arend, 49 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

2) l'adresse professionnelle du délégué à la gestion journalière Carlo Arend est à modifier comme suit:

Carlo Arend, 49 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Compagnie Internationale de Restauration

B.P. 1433

L-1014 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014095722/19.

(140114220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Compagnie des Trois Collines Spf S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 30.546.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095718/9.

(140114260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Compagnie Immobilière Luxembourgeoise, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 29.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014095721/11.

(140114697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Edmund Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 176.021.

Par résolutions signées en date du 4 juin 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Katherine Ralph, avec adresse professionnelle au 27, Knightsbridge, SW1X 7LY London, Royaume-Uni au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Franck Laval, avec adresse professionnelle au 27, Knightsbridge, SW1X 7LY London, Royaume-Uni de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 juin 2014.

Référence de publication: 2014098071/15.

(140116905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Data Center S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 351.154,64.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 170.139.

EXTRAIT

Il résulte des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société prises le 12 juillet 2013 que:

L'assemblée générale a décidé de remplacer le conseil de surveillance par un réviseur d'entreprise agréée et de nommer en conséquence la société Ernst & Young en cette qualité de réviseur d'entreprise agréée, domicilié au 7 rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach, avec effet à la date de la présente assemblée générale du 12 juillet 2013 et pour une période se terminant à la clôture de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013.

A compter du 12 juillet 2013, les affaires de la société seront en conséquence supervisées par ERNST & YOUNG et le conseil de surveillance cessera d'exister.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Véronique Réveilliez

Mandataire habilité

Référence de publication: 2014095742/19.

(140114440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Diluisa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 69.055.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 27 mai 2014, Madame Sarah BRAVETTI, domiciliée professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été nommée Administrateur en remplacement de Monsieur Fabio MASTROSIMONE, démissionnaire en date du 14 mai 2014.

Le mandat du nouvel Administrateur expirera avec ceux de ses collègues, Elisa Paola ARMANDOLA et François MEUNIER, administrateurs, à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Luxembourg, le 08 juillet 2014.

Pour: DILUISA S.A.

Société anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG

Société Anonyme

Référence de publication: 2014098052/17.

(140116736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

D'co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 81-83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 102.708.

Suite à une cession de parts sociales du 2 juin 2014, le capital de la société D'co S.à r.l. se compose comme suit:

D.T. FINANCE S.A.	156
Monsieur Christophe ROYEN	77
Monsieur Claude NESSER	76
Monsieur Dan THILL	36
Monsieur Patrick KEMPER	15
Total:	360 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014098035/18.

(140117600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Dété Publicité & Communication S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 81-83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 57.905.

Suite à une cession de parts sociales du 2 juin 2014, le capital de la société DéTé Publicité & Communication Sàrl se compose comme suit:

D.T. FINANCE S.A.	1.560
Monsieur Claude NESSER	765
Monsieur Christophe ROYEN	765
Monsieur Dan THILL	360
Monsieur Patrick KEMPER	150
Total:	3.600 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014098034/19.

(140117601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Brown Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 84.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095621/9.

(140115011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

CBS CSI Distribution - CBS-Lux Holding LLC S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 153.327.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095682/10.

(140113837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Ciancone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 123.604.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CIANCONE S.A.

Régis DONATI / Robert REGGIORI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014095703/12.

(140113922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

D3 Coordination SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5751 Frisange, 30A, rue Robert Schuman.
R.C.S. Luxembourg B 97.393.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 8 juillet 2014

Les mandats des administrateurs, de l'administrateur délégué et du commissaire aux comptes sont venus à échéance.
L'assemblée décide de nommer, pour une durée de 6 ans, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire
statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019:

conseil d'administration:

Monsieur Dominique Moissette, technicien-conducteur de travaux en bâtiment, F-57190 Florange, 6, rue de la Centrale

Monsieur Pierre Verdier, coordinateur sécurité et formateur, F-57270 Richemont, 77, rue de Bevange

Madame Martine Savener, employée privée, F-57190 Florange, 6, rue de la Centrale

Madame Sally Moissette, étudiante, F-57190 Florange, 6, rue de la Centrale

administrateurs délégués:

Monsieur Dominique Moissette, susnommé

Monsieur Pierre Verdier pour le secteur «formation», susnommé

commissaire aux comptes:

Monsieur Fabien Finkler, pontier, demeurant à F-57970 Stuckange, 2 Impasse des Eglantiers

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098063/23.

(140117256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Beldico Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 132.055.

In the year two thousand and fourteen, the second day of June.

Before Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of "BELDICO HOLDINGS S.A." (the "Company"), a public limited liability company, having its registered office at 11b boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, Section B, under the number B 132055, incorporated by a deed of the undersigned notary, on September 7th 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2452 of October 30th 2007.

The Meeting was declared open at 10:00 a.m. by Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally at Luxembourg, which also appoints as secretary.

The Meeting appoints as scrutineer Ms Estelle MATERA, private employee, residing professionally at 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. The agenda of the Meeting is worded as follows:

Agenda

1. To put the Company into liquidation.
2. To appoint the liquidator and determine his powers.
3. Miscellaneous.

II. That the shareholders represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed "ne varietur" by the proxyholders of the represented shareholders, the members of the Bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the proxyholders, the Bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III. That the whole corporate capital was represented at the Meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

IV. That the Meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda and took the following resolutions:

First resolution

The Meeting of shareholders resolved to dissolve the Company and to put the Company into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The Meeting resolved to appoint Mr Daniel HORNUNG, residing at 8 Chemin de la Ramuge, CH-1993 Veyonnaz (Switzerland), as liquidator.

The Meeting resolved that, in performing his duties, the liquidator shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant.

The liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The liquidator may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the law, redeem shares issued by the Company.

The liquidator may under his own responsibility, pay advances on the liquidation profits to the shareholders.

The liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxyholders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

The Meeting resolved to approve the remuneration of the liquidator as agreed among the parties concerned.

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 10: 30 a.m.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at eight hundred euro (EUR 800.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le deux juin.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de BELDICO HOLDINGS S.A. (la «Société»), une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132055, constituée suite à un acte du notaire instrumentant en date du 7 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2452 du 30 octobre 2007.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Mlle Virginie PIERRU, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, qui se désigne également comme secrétaire.

L'Assemblée désigne en tant que scrutatrice Mademoiselle Estelle MATERA, avec adresse professionnelle au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la Société;
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
3. Divers.

II. Que les actionnaires représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que les membres du Bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Qu'en conséquence la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée, après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de dissoudre et de mettre la Société en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme Monsieur Daniel HORNUNG, demeurant 8 Chemin de la Ramuge, CH-1993 Veysonnaz (Suisse), à la fonction de liquidateur.

L'Assemblée a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, payer aux associés des avances sur le boni de liquidation.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

L'Assemblée a décidé d'approuver la rémunération du liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 10.30 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ huit cent euros (800,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante et aux membres du Bureau connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, E. MATERA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 03.06.2014. Relation: LAC/2014/25747. Reçu 12.-€ (douze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 03.06.2014.

Référence de publication: 2014099719/133.

(140119749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

ASO Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.518,07.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 154.631.

In the year two thousand and fourteen, the thirtieth day of June before us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of ASO Lux 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 154.631 (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 23 July 2010, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1878 of 13 Septembre 2010. The articles of association have been amended several times and for the last time by a deed of Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on April 24, 2014, not yet published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

ALCHEMY SPECIAL OPPORTUNITIES FUND II L.P., a Guernsey limited partnership registered under number 1316, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, acting through its manager ALCHEMY SPECIAL OPPORTUNITIES GUERNSEY LIMITED, a non-cellular company limited by shares, incorporated in Guernsey, with registered office at PO Box 255, Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, GY1 3QL Channel Islands and registered with the register of companies of Guernsey under registration number 57506 (the Sole Shareholder);

represented by Peggy SIMON, private employee, with professional address in Echternach, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *in* varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one Eurocent (EUR 0.01) in order to bring the share capital from its present amount of twelve thousand five hundred twenty Euro and six Eurocent (EUR 12,520.06), represented by one million two hundred fifty-two thousand and six (1,252,006) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, to twelve thousand five hundred twenty Euro and seven Eurocent (EUR 12,520.07), represented by one million two hundred fifty-two thousand and seven (1,252,007) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, by way of the issue of one (1) new ordinary share, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01).

2. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 1. above by way of a contribution in kind.

3. Decrease of the share capital of the Company from the amount of twelve thousand five hundred twenty Euro and seven Eurocent (EUR 12,520.07), represented by one million two hundred fifty-two thousand and seven (1,252,007) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each to twelve thousand five hundred eighteen Euro and seven Eurocent (EUR 12,518.07), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and seven (1,251,807) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each by way of redemption and subsequent cancellation of all one hundred (100) Class S Tracker Shares (as defined in the articles of association of the Company), with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each; and all one hundred (100) Class T Tracker Shares (as defined in the articles of association of the Company), with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each.

4. Subsequent amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the changes adopted under item 1. and 3. above.

5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting under his/her sole signature, to proceed on behalf of the Company to (i) the registration of the newly issued share; and (ii) the cancellation of the redeemed and cancelled shares in the register of shareholders of the Company and to see to any related formalities (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

6. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase of the share capital of the Company by an amount of one Eurocent (EUR 0.01) in order to bring the share capital from its present amount of twelve thousand five hundred twenty Euro and six Eurocent (EUR 12,520.06), represented by one million two hundred fifty-two thousand and six (1,252,006) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, to twelve thousand five hundred twenty Euro and seven Eurocent (EUR 12,520.07), represented by one million two hundred fifty-two thousand and seven (1,252,007) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, by way of the issue of one (1) new ordinary share, having a nominal value of one eurocent (EUR 0.01).

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares to subscribe to one (1) new ordinary share, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) and to fully pay it by way of a contribution in kind consisting of a receivable in the amount of twenty-five thousand four Euro and sixty-nine Eurocent (EUR 25,004.69-) being the equivalent in Euro of twenty thousand British pounds (GBP 20,000.-) based on the exchange rate EUR/GBP (EUR 1 = GBP 0,79985) posted on the website of the European Central Bank as at June 19, 2014, that the Sole Shareholder holds against the Company (the Fund Receivable). The contribution of the Fund Receivable is to be allocated as follows:

1. one Eurocent (EUR 0.01) to the share capital account of the Company; and

2. twenty-five thousand four Euro and sixty-eight Eurocent (EUR 25,004.68-) to the share premium account of the Company connected to the ordinary shares.

The value of the Fund Receivable has been certified to the undersigned notary by a certificate dated as of the date hereof issued by the management of the Sole Shareholder and the Company in respect of the Fund Receivable which states in essence that:

1. the Sole Shareholder holds the Fund Receivable against the Company;

2. based on generally accepted accountancy principles, the value of the Fund Receivable contributed to the Company is at least twenty thousand British pounds (GBP 20,000) or the equivalent amount in Euro; and

3. the Fund Receivable is certain and due for payment without deduction (certain, liquide et exigible) and transferable.

Such certificate of the Company, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to redeem and cancel all one hundred (100) Class S Tracker Shares (as defined in the articles of association of the Company), with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each; all one hundred (100) Class T Tracker Shares (as defined in the articles of association of the Company), with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each and, consequently, to decrease the share capital of the Company from its amount of twelve thousand five hundred twenty Euro and seven Eurocent (EUR 12,520.07), represented by one million two hundred fifty-two thousand and seven (1,252,007) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each to twelve thousand five hundred eighteen Euro and seven Eurocent (EUR 12,518.07), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and seven (1,251,807) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each.

Third resolution

As a result of the above resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ **5.1.** The Company’s share capital is fixed at twelve thousand five hundred eighteen Euro and seven Eurocent (EUR 12,518.07), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and seven (1,251,807) shares in registered form with a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each (the "Shares"), divided into:

- one hundred (100) class C shares (the "Class C Tracker Shares");
- one hundred (100) class E shares (the "Class E Tracker Shares");
- one hundred (100) class J shares (the "Class J Tracker Shares");
- one hundred (100) class M shares (the "Class M Tracker Shares");
- one hundred (100) class N shares (the "Class N Tracker Shares");
- one hundred (100) class O shares (the "Class O Tracker Shares");
- one hundred (100) class P shares (the "Class P Tracker Shares");
- one hundred (100) class R shares (the "Class R Tracker Shares");
- one hundred (100) class U shares (the "Class U Tracker Shares");
- one hundred (100) class V shares (the "Class V Tracker Shares");
- one hundred (100) class W shares (the "Class W Tracker Shares");
- one hundred (100) class X shares (the "Class X Tracker Shares");
- one hundred (100) class Z shares (the "Class Z Tracker Shares");
- one hundred (100) class AA shares (the "Class AA Tracker Shares");
- one hundred (100) class AB shares (the "Class AB Tracker Shares");
- one hundred (100) class AC shares (the "Class AC Tracker Shares");
- one hundred (100) class AD shares (the "Class AD Tracker Shares");
- one hundred (100) class AE shares (the "Class AE Tracker Shares"); and
- one million two hundred fifty thousand and seven (1,250,007) ordinary shares.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting under his/her sole signature, to proceed on behalf of the Company to (i) the registration of the newly issued share; and (ii) the cancellation of the redeemed and cancelled shares in the register of shareholders of the Company and to see to any related formalities (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately nine hundred Euro (EUR 900.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Echternach, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de juin, par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de ASO Lux 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est située au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.631 (la Société). La Société a été constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 23 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 13 septembre 2010 sous le numéro 1878. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte reçu de Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 24 avril 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

ALCHEMY SPECIAL OPPORTUNITIES FUND II L.P., une société (limited partnership) immatriculée à Guernesey sous le numéro 1316, dont le siège social se situe au Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, îles Anglo-Normandes, agissant par le biais de son gérant ALCHEMY SPECIAL OPPORTUNITIES GUERNSEY LIMITED, une société en commandite par actions non-cellulaire, constituée selon les lois de Guernesey, dont le siège social se situe au PO Box 255, Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, GY1 3QL îles Anglo-Normandes et immatriculée au registre des sociétés de Guernesey sous le numéro 57506 (l'Associé Unique);

ici représenté par Peggy SIMON, employée privée, de résidence professionnelle à Echternach, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme précisé ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de un centime d'euro (EUR 0,01) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cent vingt Euro et six centimes (EUR 12.520,06-) représenté par un million deux cent cinquante et deux mille et six (1.252.006) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à douze mille cinq cent vingt Euro et sept centimes (EUR 12.520,07-) représenté par un million deux cent cinquante et deux mille et sept (1.252.007) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, par l'émission de une (1) nouvelle part sociale ordinaire, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

2. Souscription et libération de l'augmentation de capital social décrite au point 1. ci-dessus par un apport en nature.

3. Diminution du capital social de la Société de son montant de douze mille cinq cent vingt Euro et sept centimes (EUR 12.520,07-) représenté par un million deux cent cinquante et deux mille et sept (1.252.007) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à douze mille cinq cent dix-huit Euro et sept centimes (EUR 12.518,07-) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent et sept (1.251.807) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, par voie de rachat et d'annulation de toutes les cent (100) Parts Sociales Traçantes S (telles que définies dans les statuts de la Société), d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune et de toutes les cent (100) Parts Sociales Traçantes S (telles que définies dans les statuts de la Société), d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les modifications du capital social telles que décrites aux points 1. et 3. ci-dessus.

5. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à (i) l'inscription de la part sociale nouvellement émise; et (ii) procéder pour le compte de la Société à la radiation des parts rachetées et annulées dans le registre des associés de la Société et pour accomplir toutes les formalités y relatives (y compris en tout état de cause, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises concernées); et

6. Divers.

I. L'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un centime d'euro (EUR 0,01) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cent vingt Euro et six centimes (EUR 12.520,06-) représenté par un million deux cent cinquante et deux mille et six (1.252.006) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à douze mille cinq cent vingt Euro et sept centimes (EUR 12.520,07-) représenté par un million deux cent cinquante et deux mille et sept (1.252.007) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, par l'émission de une (1) nouvelle part sociale ordinaire, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à une (1) nouvelle part sociale ordinaire, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01), et de la libérer totalement par un apport en nature d'une créance d'un montant total de vingt-cinq mille quatre euros et soixante-neuf centimes d'euro (EUR 25.004,69-) soit l'équivalent de vingt mille livres Sterling (GBP 20.000,-) sur base du taux de change EUR/GBP (EUR 1 = GBP 0,79985) publié sur le site de la Banque Centrale Européenne au 19 juin 2014, que l'Associé Unique détient envers la Société (la Créance). L'apport de la Créance sera affecté de la manière suivante:

1. un centime d'euro (EUR 0,01) sera alloué au compte du capital social de la Société; et
2. vingt-cinq mille quatre euros et soixante-huit centimes d'euro (EUR 25.004,68-) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société lié aux parts sociales ordinaires.

La valeur de la Créance a été certifiée au notaire instrumentant par un certificat concernant la Créance émis en date des présentes par la gérance de l'Associé Unique et la Société dont le contenu est en substance le suivant:

1. l'Associé Unique détient la Créance envers la Société;
2. sur base des principes comptables généralement acceptés, la Créance apportée à la Société est évaluée à au moins vingt mille livres Sterling (GBP 20.000) ou son équivalent en euros; et
3. la Créance est certaine, liquide et exigible à sa date de maturité sans déduction et cessible.

Ledit certificat, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de racheter et annuler toutes les cent (100) Parts Sociales Traçantes S (telles que définies dans les statuts de la Société), d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes les cent (100) Parts Sociales Traçantes T (telles que définies dans les statuts de la Société), d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et, par conséquent, de diminuer le capital social de la Société de son montant de douze mille cinq cent vingt Euro et sept centimes (EUR 12.520,07-) représenté par un million deux cent cinquante et deux mille et sept (1.252.007) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à douze mille cinq cent dix-huit Euro et sept centimes (EUR 12.518,07-) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent et sept (1.251.807) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent dix-huit Euro et sept centimes (EUR 12.518,07-) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent et sept (1.251.807) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01-) chacune (les «Parts Sociales»), divisées en:

- cent (100) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales Traçantes C»);
- cent (100) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales Traçantes E»);
- cent (100) parts sociales de catégorie J (les «Parts Sociales Traçantes J»);
- cent (100) parts sociales de catégorie M (les «Parts Sociales Traçantes M»);
- cent (100) parts sociales de catégorie N (les «Parts Sociales Traçantes N»);
- cent (100) parts sociales de catégorie O (les «Parts Sociales Traçantes O»);
- cent (100) parts sociales de catégorie P (les «Parts Sociales Traçantes P»);
- cent (100) parts sociales de catégorie R (les «Parts Sociales Traçantes R»);
- cent (100) parts sociales de catégorie U (les «Parts Sociales Traçantes U»);
- cent (100) parts sociales de catégorie V (les «Parts Sociales Traçantes V»);
- cent (100) parts sociales de catégorie W (les «Parts Sociales Traçantes W»);
- cent (100) parts sociales de catégorie X (les «Parts Sociales Traçantes X»);
- cent (100) parts sociales de catégorie Z (les «Parts Sociales Traçantes Z»);
- cent (100) parts sociales de catégorie AA (les «Parts Sociales Traçantes AA»);
- cent (100) parts sociales de catégorie AB (les «Parts Sociales Traçantes AB»);
- cent (100) parts sociales de catégorie AC (les «Parts Sociales Traçantes AC»);
- cent (100) parts sociales de catégorie AD (les «Parts Sociales Traçantes AD»);
- cent (100) parts sociales de catégorie AE (les «Parts Sociales Traçantes AE»); et
- un million deux cent cinquante mille et sept (1.250.007) parts sociales ordinaires.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, de procéder pour le compte et au nom de la Société à l'inscription de la part sociale nouvellement émise et pour accomplir toutes les formalités y relatives (y compris en tout état de cause, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

Evaluation des frais

Les dépenses coûts, honoraires et charges de toute sorte qui incombent à la société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à neuf cents Euros (EUR 900.-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 1^{er} juillet 2014. Relation: ECH/2014/1241. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 09 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100759/269.

(140120445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

AMP Capital Strategic Infrastructure Trust of Europe (EUR) SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 138.814.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of the month of July.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Esch-sur-Alzette Grand Duchy of Luxembourg.

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of AMP CAPITAL STRATEGIC INFRASTRUCTURE TRUST OF EUROPE (EUR) SICAV-SIF, S.C.A., an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) (the Company), having its registered office at 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 138.814, incorporated on 7 May 2008, pursuant to a deed drawn up by Maître Joseph Elvinger notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No 1484 dated 16 August 2008. The articles of association of the Company (the Articles) have since been amended several times, most recently on 1 December 2011 pursuant to a deed drawn up by Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No 262 dated 31 January 2012.

The Meeting is chaired by Elisabeth Forget, employee, with professional address at 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Grand Duchy of Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appointed as secretary, Jennifer Beaulieu, employee, with professional address 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Grand Duchy of Luxembourg (the Secretary).

The Meeting elected as scrutineer, Nicolas Capelli, employee, with professional address at 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Grand Duchy of Luxembourg (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to as the Bureau.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is as follows:

Agenda

1. Amendment of the Articles as follows: (i) change of the duration of the Company, (ii) amendment of the shares redemption procedure, (iii) amendment to the Custodian provisions throughout the Articles, any of the changes from (i) to (iii) hereabove being made in the form of the fully restated Articles as resolved upon under item 2;

2. Full restatement to the Articles in the form as attached to the convening notice;
3. Power to AMP Capital Investors (Luxembourg No.3) S.à r.l., acting as general partner of the Company (the General Partner) to take all steps necessary to implement the above resolutions; and
4. Miscellaneous.

II. The powers of attorney of the represented shareholders and the number of the shares are shown on an attendance list. This attendance list signed by the attorney-in-fact of the represented shareholders and the undersigned notary, together with the proxies of the represented shareholders, after having been signed *ne varietur*, will remain annexed to the present deed.

III. It appears from the said attendance list, that 137,264,350.657 (one hundred thirty-seven million two hundred and sixty-four thousand three hundred and fifty point six five seven) shares out of 150,070,360.662 (one hundred and fifty million seventy thousand three hundred and sixty point six six two) aggregate shares in circulation are present or represented at the present Meeting. All shareholders have been duly convened to this Meeting by registered mail as been justified to the Bureau, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda which have previously been communicated to the shareholders present and represented, each of them expressly declaring to acknowledge it.

IV. After deliberation, the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to approve the following amendment to the Articles: (i) change of the duration of the Company in articles 2 and 30, (ii) amendment of the shares redemption procedure in article 10, (iii) replacement of all references to "Custodian" by "Depositary" throughout the Articles and, as a result thereof, the Meeting resolves to effect any of the above changes from (i) to (iii) in the form of the fully restated Articles as resolved upon and reflected under the second resolution herebelow.

Second resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles so that the fully restated Articles shall henceforth read as follows:

Title I. - Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the Company, hereafter issued (the Shareholders) (the Shares), a Luxembourg corporate partnership in the form of a "société en commandite par actions" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" organised as a "fonds d'investissement spécialisé" pursuant to the law of February 13, 2007 relating to specialised investment funds (the 2007 Law) under the name of AMP Capital Strategic Infrastructure Trust of Europe (EUR) SICAV-SIF (the Company).

Art. 2. Duration.

2.1. The Company is established for a limited duration expiring on 30 June 2028, unless otherwise decided by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Art. 21 hereof.

2.2. Notwithstanding Art. 2.1. hereabove, if (i) The resolutions to be considered by the Unitholders of the AMP Capital Strategic Infrastructure Trust of Europe No.1 (SITE 1), the AMP Capital Strategic Infrastructure Trust of Europe No.2 (SITE 2) and the AMP Capital Strategic Infrastructure Trust of Europe (A\$) (SITE A\$), (collectively the Australian SITE Funds) at meetings to be held on or around 7 July 2014, to approve the proposed amendments to the constitutions of the Australian SITE Funds to change the duration of the Australian SITE Funds such that it is for a fixed term have not been passed by a 75% majority of the Unitholders of the Australian SITE Funds or (ii) a "Successful First Close" (as defined under Art 2.3 below) has not occurred, in each case by 30 June 2015, (the Event), then the board of managers of the General Partner shall formally acknowledge that the Event has occurred and, as a result thereof, the Company's duration shall automatically be extended to an unlimited term. The General Partner will have the power to make any such assessment as necessary by notarial deed if necessary or useful to duly reflect this extension to an unlimited term in the register of commerce and commercial companies.

2.3. For the purpose of Art. 2.2. hereabove, a Successful First Close is defined as (and meant to have occurred) where the aggregate gross funds raised between 30 June 2014 and 30 June 2015 by the Company, the Australian SITE Funds (collectively the SITE Funds), together with the AMP Capital Global Infrastructure Fund (a fund to be established by the Manager, hereafter referred to as GIF), is greater than:

- (a) two hundred and twenty-five million Australian dollars (AUD 225,000,000.-); or
- (b) the amount needed to satisfy the aggregate amount of all outstanding redemption requests in the SITE Funds plus one hundred and twenty-five million Australian dollars (AUD 125,000,000.-), whichever is greater.

Art. 3. Object. The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Art. 4. Registered office.

4.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the General Partner of the Company.

4.2. In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Title II. - Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital.

5.1. The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the Net Asset Value of the Company as defined in Art. 12 hereof. The initial share capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into the following classes of Shares:

(a) one (1) management share (the Management Share) which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (the Unlimited Shareholder);

(b) thirty-thousand nine hundred and ninety-nine (30,999) limited shareholder shares (the Limited Shareholder Shares) subscribed by the limited shareholders of the Company (the Limited Shareholders).

5.2. The minimum capital of the Company shall be one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-). The Company shall be required to establish this level of minimum capital within twelve months after the date on which the Company has been registered as an undertaking for collective investment on the official list of specialised investment funds subject to the supervision of the Commission de surveillance du secteur financier in accordance with the 2007 Law.

5.3. The General Partner is authorised without any limitation to issue additional fully paid up Shares at any time in accordance with Art. 8 hereof, without reserving to the existing Shareholder(s) a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

Art. 6. Classes of Shares.

6.1 The General Partner may, at any time, issue different classes of Shares (each a Class or Classes as appropriate), which carry different obligations inter alia with regard to the income and profit entitlements (distribution or capitalisation Shares), redemption features, and/or fee and cost features of the relevant investor. Those Shares shall be issued, in accordance with Art. 8 hereof, on terms and conditions as shall be decided by the General Partner.

6.2 Subject to the rights, obligations, terms and conditions attaching to any particular Class, each Share confers an equal undivided interest in the Company and all Shares in a Class rank equally.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Company shall issue Shares in registered form only.

7.2 All issued registered Shares of the Company shall be registered in the Share register which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the Share register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

7.4 Any transfer of registered Shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the Share register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Subject to the provisions of Art. 7 and Art. 11 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by the General Partner or any officer of the Company or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

7.5 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the Share register.

7.6 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Share register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.7 The Company recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Shares(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

7.8 The Company may decide to issue fractional Shares, rounded up or down to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in distributions and dividends and the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

7.9 Payments of distributions or dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The General Partner is authorised, without limitation, to issue at any time Shares of no par value fully paid-up, in any Class, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. The General Partner may reject an application or subscription for Shares in whole or in part.

8.2 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The General Partner may also levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the private placement memorandum of the Company as amended from time to time (the Private Placement Memorandum).

8.3 The issue price per Share is the total of the Net Asset Value per Share increased by the Transaction Costs per Share and increased or decreased by any additional amount specifically relating to the relevant Class of Shares, provided that the Shares referred to in Art. 5.1 hereof shall have an issue price of one euro (EUR 1.-) each.

8.4 For the purposes of the formulae in Article 8.3, "Net Asset Value per Share" and "Transaction Costs per Share" are determined by the General Partner in accordance with Art. 12 hereof as at the date of issuance of each relevant Share.

8.5 The issue price of Shares may be rounded off as the General Partner determines in its sole discretion. The amount of such rounding off cannot be more than 1% of the issue price of the Shares.

8.6 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner.

8.7 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an auditor of the Company which qualifies as a "réviseur d'entreprises agréé". The issue price of Shares paid up by a contribution in kind of securities as set out in the preceding sentence shall be increased by any costs associated with the transfer of the securities to the Company incurred or likely to be incurred by the Company if the General Partner so requires.

8.8 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares to be issued and to deliver them.

Art. 9. Conversion of Shares.

9.1 The General Partner may permit, in respect of certain Classes of Shares, any Shareholder to convert the whole or part of its Shares of one Class into Shares of a similar Class or into Shares of another Class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

9.2 The Shares which have been converted into Shares of another Class shall be cancelled.

Art. 10. Redemption of Shares. Investors may request the redemption of their Shares within the conditions provided for under the relevant sections of the Private Placement Memorandum.

Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares.

11.1 The General Partner may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, including but not limited to any person:

- (a) that is not a well-informed investor as provided in Article 2 of the 2007 Law;
- (b) that is in breach of any law or requirement of any country or governmental authority that may cause a material detriment to the Company;
- (c) that is not qualified to hold Shares by virtue of any law or requirement of any country or governmental authority;
- (d) where that person's holding of Shares may be otherwise detrimental to the Company including the Company becoming subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg, in each case as reasonably determined by the General Partner (the Prohibited Shareholder).

11.2 Any proposed transfer of Shares in the Company must first be notified to the General Partner, which must consent to the transfer, however such consent shall not be unreasonably withheld. The General Partner may refuse to register a proposed transfer of Shares if it determines that the transfer would be made to a Person that would be a Prohibited Shareholder if the transfer was registered.

11.3 If the General Partner determines that a Shareholder has become a Prohibited Shareholder, the Shares of such Prohibited Shareholder shall, in the sole discretion of the General Partner, either (i) be redeemed on a compulsory basis

at the Net Asset Value per Share decreased by the Transaction Costs per Share and increased or decreased by any additional amount specifically relating to the relevant Class of Shares; or (ii) be offered to the remaining Shareholders (other than the Prohibited Shareholder) on a pro rata basis at a price determined under article 11.3 (i) as if the date of settlement of the transfer was the date of redemption. All redeemed Shares shall be automatically cancelled.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value and other variables.

12.1 The net asset value of the Company (the Net Asset Value) is the value of Assets less the value of Liabilities on the relevant Valuation Date. The Net Asset Value is calculated in euro and may be expressed in such other currencies as the General Partner may decide. The Net Asset Value per Share is calculated by dividing the Net Asset Value by the number of Shares issued and outstanding and increased or decreased by any additional amount specifically relating to the relevant Class of Shares.

12.2 The Valuation Date is a time at which the General Partner calculates the Net Asset Value being at least twice a year.

12.3 The Assets and Liabilities of the Company for the purposes of preparing the annual accounts are expressed in euro.

12.4 The Assets shall include all property, provisions, rights and income of the Company but not application money or property in respect of which Shares have not yet been issued or proceeds of redemption requests which have not yet been paid.

12.5 The General Partner may determine valuation methods and policies for each category of Asset and change them from time to time.

12.6. Unless the General Partner determines otherwise, the value of an Asset for the purpose of calculating Net Asset Value will be its fair value. Where the General Partner values an Asset at other than its fair value, the valuation methods and policies applied by the General Partner must result in a calculation of the issue price or redemption price for Shares that is independently verifiable.

12.7 Assets expressed in a currency other than the euro shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Date which shall be the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset on the Valuation Date, if applicable. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.8 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by the corporate agent which the General Partner appoints for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

12.9 The Liabilities means all present liabilities of the Company including any provision which the General Partner decides should be taken into account in determining the liabilities of the Company, but shall not include liabilities to investors who have requested to subscribe to shares or to investors whose commitments are outstanding pending draw down of their commitment

12.10 Transaction Costs per Share means:

- when calculating the issue price of a Share, an allowance for the total cost of acquiring new assets divided by the number of Shares issued and outstanding; and
- when calculating the redemption price of a Share, an allowance for the total cost of selling the assets divided by the number of Shares issued and outstanding;
- provided that the General Partner may in connection with any particular subscription or request for redemption of Shares deem these costs to be a lesser sum or zero.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value and of the Issue, Redemption and Conversion of Shares.

13.1 The Net Asset Value and the price for the issue, redemption and conversion of the Shares may be calculated by the General Partner (or any agent appointed thereto by the General Partner) at any time.

13.2 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued; the General Partner may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in Art. 8 and/or elsewhere in these Articles of Association and/or in the Private Placement Memorandum.

13.3 The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of Shares if:

- (a) as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, disposal of the assets is not reasonable or normally practicable without being seriously detrimental to Shareholders' interests;
- (b) it is not reasonably practicable to determine the Net Asset Value on an accurate and timely basis;
- (c) as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions are rendered impracticable or if purchases and sales of the assets cannot be effected at normal rates of exchange; or
- (d) a decision is made to liquidate and dissolve the Company.

No Shares shall be issued or redeemed during such a suspension. Where possible all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title III. - Administration

Art. 14. Management.

14.1 The Company shall be managed by a manager who shall be the Unlimited Shareholder (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in general meetings and shall be liable to the extent of their commitments made to the Company.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by the law or by these Articles of Association to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Company. The General Partner may appoint an external alternative investment fund manager and entrust it in particular with the functions of portfolio management and risk management and to further delegate these functions to a third party, in accordance with the provisions of the law of July 12, 2013 on alternative investment fund managers (the 2013 Law).

14.3 The General Partner may not be removed from its capacity as manager of the Company, except as otherwise expressly provided for by the law, by these Articles of Association or by the Private Placement Memorandum by a resolution of the Shareholders representing a majority of 75 per cent. of the votes cast where at least 50 per cent. of the voting rights is represented.

14.4 Upon the removal of the General Partner, a new manager of the Company shall be appointed by the Shareholders in a general meeting with the majority requirements set out in Article 14.3 above, which shall substitute the General Partner as manager of the Company by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the General Partner's obligations as manager of the Company, subject to the approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

14.5 The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company as required for the operation and management of the Company, provided however that the Limited Shareholders may not act on behalf of the Company without risking their limited liability status. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

14.6 The General Partner is entitled to recover from the Company any fees and expenses specified in the Private Placement Memorandum.

Art. 15. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 16. Delegation of Powers.

16.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be shareholders of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

16.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of Shareholders and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 17. Investment Policies and Restrictions.

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The Company may employ techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments in the context of its investment policy or for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

Art. 18. Conflict of Interests.

18.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Company shall contract or otherwise

engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

18.2 In the event that any director or officer of the General Partner may have in any transaction of the Company an interest different to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the General Partner such conflict of interest.

18.3 The term "conflict of interests", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the investment manager, a direct or indirect shareholder of the General Partner, the depositary, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 19. Indemnification.

19.1 The Company indemnifies and holds harmless out of the Company's assets each of the General Partner, the Depositary, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent, the Domiciliation Agent and the Company's respective agents, Affiliates and personnel which the Company has agreed to indemnify and hold harmless out of the Company's assets, as well as the managers and/or the directors of any special purpose vehicle (the Indemnified Parties) against any and all liabilities, actions, proceedings, claims, costs, demands, damages and expenses (including legal fees) incurred or threatened by reason of the Indemnified Parties being or having acted as a manager in respect of the Company or a subsidiary corporation of the Company or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as a manager or from the provision of services to or in respect of the Company or which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the Company provided however that it shall not be so indemnified with respect to any matter resulting from its wilful misconduct, bad faith or reckless disregard for its obligations and duties in relation to the Company or its gross negligence. The Shareholders will not be individually obligated beyond the amount of their respective capital commitments as set forth in their subscription agreement and described in the Private Placement Memorandum. For the avoidance of doubt, the indemnities referred in this section shall continue in effect notwithstanding that the Indemnified Parties shall have ceased to act as manager or to act in any of the capacities described herein.

19.2 The General Partner may decide that expenses effectively incurred by any General Partner or committee member in accordance with this Article may be advanced to the person, provided that this person will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that they have not met the standard of care for which indemnification is available.

19.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Art. 20. Auditor.

20.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the General Partner and remunerated by the Company.

20.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV. - General meetings

Art. 21. Powers.

21.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Except as otherwise provided for by the law, it may only resolve on any item generally whatsoever only with the consent of the Unlimited Shareholder.

21.2 Except as otherwise provided in these Articles of Association, the notices and quorum rules required by the law shall apply with respect to the meetings of Shareholders of the Company, as well as with respect to the conduct of such meetings.

21.3 Each Share entitles its holder to one vote. A Shareholder may act at any general meeting by appointing another person, whether a Shareholder or not, as his proxy in writing whether in original or by telefax, cable, telegram or telex.

21.4 Except as otherwise required by the law or by these Articles of Association, resolutions at a general meeting will be passed by a simple majority of those present or represented, it being understood that any resolution shall validly be adopted only with the approval of the Unlimited Shareholder. However, resolutions relating to inter alia the amendment of these Articles of Association are to be passed by a majority of 75 per cent. of the votes cast where at least 50 per cent. of the voting rights is present or represented, each time with the consent of the General Partner.

21.5 In the event that the general meeting is convened to resolve upon the change of the General Partner or the execution of any agreement between the Company and the General Partner, the General Partner shall have no right to vote and shall only be entitled to inform the Shareholders' meeting of its opinion on the relevant resolution.

Art. 22. Annual General Meetings of Shareholders.

22.1 The annual general meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of meeting, on the penultimate Friday of the month April of each year at 11.00 AM (Luxembourg time). If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

22.2 The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the General Partner, exceptional circumstances beyond the scope of the Company's or of its Shareholders' control will so require.

Art. 23. Other General Meetings of Shareholders.

23.1 The General Partner may convene other general meetings of Shareholders and Shareholders representing one tenth of the Share capital may also request the General Partner to call a general meeting of Shareholders. Such other general meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of the meeting.

Art. 24. Procedure.

24.1 The general meetings of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice in writing setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter given at least eight calendar days prior to the meeting. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

24.2 Notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

24.3 The General Partner may determine all other conditions, which must be fulfilled by the Shareholders in order to attend a general meeting of Shareholders.

24.4 All meetings shall be chaired by the General Partner or by any person designated by the General Partner. The decision of the chairman on any matter relating to the conduct of the meeting is final. The chairman has power to adjourn a meeting for any reason to such place and time as the chairman thinks fit.

24.5 The chairman of such meeting of Shareholders shall designate a secretary who may be instructed to keep the minutes of the meeting of the general meeting of Shareholders as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the chairman.

Art. 25. Vote.

25.1 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

25.2 Only full Shares are entitled to vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a Shareholder.

Art. 26. Consolidation/Splitting. The General Partner may consolidate or split the Shares. A consolidation or split may also be resolved by the general meeting of Shareholders concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

Title V. - Accounting year - Distributions

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence each year on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 28. Distributions.

28.1 Distributions shall be paid in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum. The general meeting of Shareholders, within the limits provided by law, shall determine how the profits, if any, of the Company shall be treated, and from time to time may declare dividends, provided, however, that the capital of the Company does not fall below the prescribed minimum capital.

28.2 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum.

28.3 Distributions shall be paid in euro or such other currency as decided by the General Partner and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

28.4 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

28.5 A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five years from the notice given thereof, unless the General Partner has waived or extended such period in respect of all Shares. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Company to perfect such reversion.

28.6 Dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article with respect to distribution Shares and no dividends will be declared and paid with respect to capitalisation Shares, if any.

Art. 29. Depositary.

29.1 The Company shall enter into a depositary agreement with a legal entity licensed/registered under the law of April 5, 1993 on the financial sector and eligible to act as the depositary of the Company under the 2007 Law and the 2013 Law (the Depositary).

29.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law and any Luxembourg or European Union legislation pertaining to it.

29.3 If the Depositary wishes to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor depositary within two months of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in its place.

Art. 30. Dissolution.

30.1 The Company is established for a limited duration expiring on 30 June 2028, unless (i) the General Partner extends its term to an unlimited duration within the conditions provided under Art. 2 hereof or (ii) otherwise decided by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Art. 21 hereof.

30.2 Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Art. 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

30.3 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Art. 5 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the Shareholders holding one fourth of the Shares represented at the meeting.

30.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the discovery that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

30.5 In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to applicable law.

30.6 The net proceeds of liquidation shall be distributed to the holders of Shares in proportion to their holding.

30.7 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Depositary for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto.

Art. 31. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum requirements provided by the law of August 10, 1915 on commercial companies (the 1915 Law), as amended.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing person or Shareholder also include corporations, companies, associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and the 2013 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Title VI. - Transitory provisions

Notwithstanding Article 10 and in accordance with section 7 of the Private Placement Memorandum, investors may submit requests for redemption of part or all of their shares to the General Partner at any time until the expiry of 30 days from the date of the amendment to the Articles.

If the General Partner receives a redemption request, the General Partner must:

- use reasonable endeavours to cause shares, the subject of a redemption request, to be redeemed within 12 months of receipt of the request
- if a redemption request has not been satisfied within 24 months of receipt of the redemption request, cause a plan to be presented to shareholders outlining how the General Partner proposes to meet the unsatisfied redemption request, and
- if a redemption request has not been satisfied within 36 months of receipt of the redemption request, cause a meeting of shareholders to consider how to meet the unsatisfied redemption request.

A shareholder may not withdraw a request for the redemption of shares, unless the General Partner agrees thereto.

The 'redemption price' as at the date of redemption per ordinary share of the Fund is the total of:

- the net asset value per ordinary share, decreased by
- the transaction costs per ordinary share, and increased or decreased by
- any additional amount specifically relating to the relevant class of shares.

The General Partner need not give effect to a redemption request in respect of shares having an aggregate redemption price of less than €1 million, or such other amount as determined by the General Partner in its sole discretion from time to time unless the redemption request relates to all shares held by the shareholder.

If compliance with a redemption request would result in a shareholder holding shares with an aggregate redemption price which is less than €1 million or such other amount as determined by the General Partner in its sole discretion from

time to time (the minimum holding amount), the General Partner may treat the redemption request as relating to all shares held by the shareholder.

The General Partner may transfer marketable securities to a shareholder rather than pay cash in satisfaction of all or part of a redemption request. These marketable securities, together with any cash paid, must be of equal value to the total amount due to the shareholder pursuant to the redemption request. If the General Partner so requires, some or all of the costs involved in transfer of these marketable securities must be paid by the shareholder or deducted from the amount due to the shareholder.

No ordinary shares in the Fund will be redeemed during any period when the calculation of the net asset value per ordinary share is suspended by the General Partner pursuant to the powers reserved to it by article 13 of the articles.

No redemption of shares may be carried out if, as a result thereof, the capital of the Fund would fall below the minimum capital amount required by the SIF Law.

Immediately upon the redemption date, the relevant shareholder shall cease to be the owner of the ordinary shares referred to in the notice and its name shall be removed from the register of shareholders and it shall cease to have any rights with respect to the ordinary shares so redeemed.

The shares so redeemed shall be cancelled.

Except in respect of the payment to a defaulting shareholder in respect of the ordinary shares redeemed on a compulsory basis in accordance with 'Mandatory redemption or mandatory transfer' below, payment of the redemption price shall be made by the Fund to the respective bank account specified by the relevant shareholder concerned within a period to be determined by the General Partner, such period not to exceed 10 business days from the date when the ordinary shares are redeemed in accordance with article 10 of the articles, (redemption date), provided that any documents relating to such redeemed shares have been received by the Fund.

Third resolution

The Meeting empowers and authorises any manager of AMP Capital Investors (Luxembourg No.3) S.à r.l., (the General Partner), each acting individually, under his sole signature, with full power of substitution, to (i) take, in the name and on behalf of the Company, all such actions as he may in his sole and absolute discretion think is necessary, required or useful in order to give effect to the preceding resolutions and the execution and performance of any further documents, deeds, instruments, agreements, notices, acknowledgements, letter agreements, memoranda, statements and certificates as may be ancillary, necessary, required or useful in connection therewith, promising to ratify if need be and (ii) grant under his sole signature, in the name and on behalf of the Company, a power of attorney to one or more third parties under such terms as he may in his sole and absolute discretion think fit in order to give effect to the preceding resolutions.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Forget, Beaulieu, Capelli, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9554. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014100738/524.

(140120450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

IdB Holdings, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 49.429.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014097180/12.

(140115354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2014.

B&M European Value Retail 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.989.166,73.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 173.461.

In the year two thousand fourteen, on the seventeenth of June,

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

B&M European Value Retail S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 187.275 (the "Sole Shareholder"), holds all of the issued shares of the Company,

here represented by Mrs. Ada SCHMITT, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The "Company" is B&M European Value Retail 1 S.à r.l. (formerly known as CDR Bounty (Luxembourg) S.à r.l.), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 173.461, incorporated by a notarial deed drawn up on 27 November 2012 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C") number 203, page 9717 dated 28 January 2013, and whose articles have been amended for the last time by a notarial deed dated 22 May 2014, not yet published in the Mémorial C.

Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended ("Article 200-2") provides that a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

The proxy form appointing the proxyholder representing the Sole Shareholder, signed ne varietur by the Sole Shareholder, shall remain annexed to the present deed and be registered with it.

The Sole Shareholder, acting in its capacity of sole shareholder of the Company, hereby passes the following written resolutions in accordance with Article 200-2 before Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Notary"):

Resolutions
First resolution

The Sole Shareholder resolves to fully restate the articles of association of the Company (without changing its object clause), and especially to remove the different classes of alphabet shares and preference shares and reclassify the existing shares into 198,916,673 shares.

The fully restated articles of the Company shall now read as follows:

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of association (the "Articles") of B&M European Value Retail 1 S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg

company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future), and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is one million nine hundred eighty-nine thousand one hundred sixty-six pounds sterling and seventy-three pence (GBP 1.989.166,73) divided into one hundred ninety-eight million nine hundred sixteen thousand six hundred and seventy-three (198,916,673) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to

the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers") and the Managers shall be divided into two categories, respectively denominated the "Category A Managers" and the "Category B Managers".

8.4 A Manager may be removed at any time with or without cause by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, a Category A Manager and a Category B Manager, acting jointly;

10.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting, provided that any Category A Manager may only be represented by another Category A Manager and any Category B Manager may only be represented by another Category B Manager. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to the quorum requirements set out in Article 12.4 below) at least (i) one Category A Manager is physically present and (ii) one Category B Manager is present at a Board Meeting.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of Managers (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Board Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office) needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all Shareholders have voted or not.

14. Business year.

14.1 The financial year of the Company begins on the first day of April of each year and ends on the thirty-first day of March the next year. As a transitional measure, the financial year which started on 1st January 2014 will close on 31 December 2014 and the financial year starting on 1st January 2015 will end on 31 March 2015. The subsequent financial year will start on 1st April 2015 and will end on 31 March 2016, and all financial years thereafter will begin on the first day of April of each year and will end on the thirty-first day of March the next year.

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law on the first day of June at 12:00 p.m. each year in the City of Luxembourg or if that day is not a business day, on the following business day.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available

for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all reenactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

Second Resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the resignation of the following managers of the Company with effect as of the date of the present resolutions:

- Mr. Marco HERBST, as class B Manager;
- Mr. Gregory LAÏ, as class B Manager;
- Mrs. Theresa A. GORE, as class B Manager;
- Mr. Laurent RICCI, as class A Manager; and
- Mr. Philippe DELREE, as class A Manager.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Mr Paul McDonald, accountant, born in Liverpool on 30 April 1966, having his professional address at The Vault, Dakota Drive, Speke Estuary Park, Liverpool L24 8RJ, United Kingdom, as a B manager of the Company for an undetermined duration with effect as of the date of the present resolutions.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves that it be noted that, following the resignations and the appointment referred to in the resolution above, the board of managers of the Company is constituted as follows:

- Mr. Philippe LECLERCQ, class A manager;
- Mrs. Laurence GOBLET, class A manager;
- Mr. Xavier PONCELET, class A Manager;
- Mr. Sundeep (Simon) ARORA, class A manager; and
- Mr. Paul MCDONALD, class B manager.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand three hundred Euros (EUR 1,300.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-sept juin,

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

B&M European Value Retail S.A., une société anonyme constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.275 (l'"Associé Unique"), détient toutes les parts sociales émises de la Société,

ici représentée par Madame Ada SCHMITT, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La "Société" est B&M European Value Retail 1 S.à r.l. (connue précédemment sous la dénomination CDR Bounty (Luxembourg) S.à r.l.), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.461, constituée en vertu d'un acte notarié en date du 27 novembre 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C") numéro 203, page 9717 en date du 28 janvier 2013, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte notarié en date du 22 mai 2014, non encore publié au Mémorial C.

L'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée (l'"Article 200-2") dispose qu'un associé unique d'une société à responsabilité limitée exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la société et que les décisions de l'associé unique sont documentées dans un procès verbal ou rédigées par écrit.

La procuration nommant le mandataire représentant l'Associé Unique, signée ne varietur par l'Associé Unique, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

L'Associé Unique, agissant en sa capacité d'associé unique de la Société, adopte par les présentes les résolutions écrites suivantes conformément à l'Article 200-2 pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le "Notaire"):

Résolutions Première résolution

L'Associé Unique décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société (sans modifier la clause d'objet social), et notamment d'éliminer les différentes catégories alphabétiques de parts sociales et les parts sociales préférentielles et de reclassifier les parts sociales existantes en 198.916.673 parts sociales.

Les statuts modifiés auront désormais la teneur suivante:

" **1. Forme et dénomination.** Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de B&M European Value Retail 1 S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 le siège social de la société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société a au moment donné un Gérant Unique; ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société a au moment donné un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit dans la même municipalité ou pas) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") adoptée conformément aux présents Statuts - y compris l'article 13.4 - et les lois applicables au moment donné au Grand-Duché de Luxembourg, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social ou autre de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance de la Société.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales, au Grand-Duché de Luxembourg comme à l'étranger.

3. Objets. Les objets de la Société sont les suivants:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et / ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement de sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) le déterminera, y compris par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et de tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs), et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation ou encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris des employés de la Société;

3.6 de conclure une garantie ou un contrat d'indemnités ou de sûretés, et accorder une garantie et une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne (une "Entité Holding") qui est à cet instant un membre ou a de quelque façon que ce soit un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle une Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou entreprises), que ce soit par engagement personnel ou gage, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés ou des actifs (présents ou futurs) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 3.6, une "garantie" comprend toute obligation, sous quelque forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou autrement assumer la responsabilité pour, une dette ou obligation financière à laquelle une autre personne est tenue;

3.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location et disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des activités de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), y compris pour des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en gage, disposer ou accorder des droits d'option sur, tirer parti de ou entreprendre toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que mandant, mandataire, cocontractant, fiduciaire ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une autre personne ou d'autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon les cas) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à un million neuf cent quatre-vingt-neuf mille cent soixante-six livres sterling et soixante-treize pence (GBP 1.989.166,73) représentés par cent quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent seize mille six cent soixante-treize (198.916.673) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, les détenteurs de Parts Sociales au moment donné sont définis comme les "Associés" et individuellement comme un "Associé".

5.2 La Société pourra établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission seront prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre des Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes doivent être prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut procéder au rachat et/ou à l'annulation de ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé de la Part Sociale en question, y compris pour les besoins de vote, de dividende et d'autres droits de paiement.

7. Transfert des parts sociales.

7.1 Dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-Associés qu'avec l'agrément au transfert donné en assemblée générale des Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales;

7.2.2 les Parts Sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-Associés qu'avec l'agrément au transfert des Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales détenues par les survivants ou dans les circonstances envisagées par l'article 189 de la loi de 1915;

7.2.3 le transfert de Parts Sociales est soumis aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") nommés par une Résolution des Associés adoptée en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

8.2 Dans le cas d'un seul Gérant, il est défini dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique".

8.3 En cas de pluralité de Gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance") et les Gérants seront répartis en deux catégories, dénommées respectivement les "Gérants de Classe A" et les "Gérants de Classe B".

8.4 Les Gérants pourront être révoqués à tout moment avec ou sans motif par Résolution des Associés adoptée en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

9. Pouvoirs du conseil de gérance. Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul Gérant, et dans tous les autres cas le Conseil de Gérance, a tous pouvoirs pour effectuer tous actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, excepté ceux réservés par la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts à une décision des Associés.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à engager la Société:

10.1 si la Société a un Gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 en cas de pluralité de Gérants, un Gérant de Classe A et un Gérant de Classe B, agissant conjointement;

10.3 toute autre personne à qui un tel pouvoir a été délégué conformément à l'article 11.

11. Mandataire des gérants. Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées et déterminera les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (s'il y en a) dudit mandataire, la durée de son mandat ainsi que toutes les autres conditions propres à son mandat.

12. Réunions du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions à une Réunion du Conseil sans convocation préalable si tous les Gérants ont renoncé aux formalités de convocation en cause soit par écrit soit, à la Réunion du Conseil en cause, en personne ou par un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (mais seulement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, afin d'assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil, sous réserve de ce qu'un Gérant de Classe A ne peut être représenté que par un autre Gérant de Classe A, et un Gérant de Classe B ne peut être représenté que par un autre Gérant de Classe B. Un Gérant peut représenter plusieurs autres Gérants à une Réunion du Conseil à la condition que (sans préjudice des quorums requis à l'article 12.4 ci-dessous) au moins (i) un Gérant de Classe A soit présent physiquement et (ii) un Gérant de Classe B soit présent en personne à une Réunion du Conseil.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Gérants est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 Un Gérant ou le Représentant du Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de moyens de télé- et vidéo conférence ou de tout autre équipement de télécommunication pourvu que toutes les personnes participant à la réunion soient en mesure de s'entendre sur une base continue et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par les Gérants seront réputées, pour les besoins des présents Statuts, valables et effectivement négociées/conclues à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum soient physiquement présents au même endroit.

12.6 Une décision écrite signée par tous les Gérants (ou, s'agissant d'un Gérant, par le Représentant du Gérant) est valable comme si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant la même forme signés par ou au nom d'un ou de plusieurs des Gérants concernés.

12.7 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil seront signés par et les extraits de procès-verbaux seront certifiés par tout Gérant présent à la Réunion du Conseil.

13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés ne sont valables que si elles ont été adoptées par des Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, étant donné que si ce seuil n'est pas atteint à la première réunion ou à la première consultation écrite, les Associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée avec accusé de réception et la résolution pourra être adoptée à la majorité des voix exprimées, sans égard pour le nombre de Parts Sociales représenté.

13.3 Les Associés ne peuvent changer la nationalité de la Société ou obliger un Associé à augmenter sa participation dans la Société si ce n'est par un vote unanime des Associés.

13.4 Sous réserve de l'article 13.3, une résolution modifiant les Statuts de la Société (y compris par un changement du Siège Social) ne peut être adoptée que par une majorité d'Associés en nombre détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour dissoudre la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou nommer les liquidateurs doit être passée en conformité avec la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des associés (une "Réunion des Associés") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des formalités de convocation si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation en cause soit par écrit soit, lors de la Réunion des Associés en cause, en personne ou par un représentant autorisé.

13.7 Un Associé pourra être représenté à une Réunion des Associés en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.8

13.8.1 S'il n'y a pas plus de vingt-cinq Associés, les Résolutions des Associés peuvent être adoptées par vote écrit des Associés plutôt qu'en assemblée générale pourvu que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter et exprime son vote par écrit.

13.8.2 Les conditions de majorité applicables à l'adoption de résolutions par une Réunion des Associés s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites des Associés. Hormis les cas où la Loi Luxembourgeoise le requiert, les exigences de quorum ne s'appliqueront pas à l'adoption de résolutions écrites des Associés. Les résolutions écrites des Associés seront valablement adoptées dès la réception par la Société de copies originales (ou de copies envoyées par fax ou en tant que pièces jointes à un e-mail) des votes des Associés sous réserve des dispositions de l'article 13.8.1 et des dispositions ci-dessus de l'article 13.8.2, que tous les Associés aient voté ou pas.

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social de la Société débute le premier jour du mois d'avril de chaque année et se termine le trente-et-unième jour du mois de mars de l'année suivante. A titre de mesure transitoire, l'exercice social qui a débuté le 1^{er} janvier 2014 se terminera le 31 décembre 2014 et l'exercice social débutant le 1^{er} janvier 2015 se terminera le 31 mars 2015. L'exercice social suivant débutera le 1^{er} avril 2015 et se terminera le 31 mars 2016, et tous les exercices sociaux suivants commenceront le premier jour du mois d'avril de chaque année et se termineront le trente-et-unième jour du mois de mars de l'année suivante.

14.2 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, au moins une assemblée générale annuelle doit être tenue chaque année conformément à l'article 196 de la Loi de 1915 le premier jour de juin à midi chaque année dans la ville de Luxembourg ou si ce jour n'est pas un jour ouvrable, alors le jour ouvrable suivant.

15. Distributions sur parts sociales.

15.1 Du bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent du capital social de la Société.

15.2 Dans le respect de la Loi Luxembourgeoise et de ces Statuts, la Société pourra par une Résolution des Associés déclarer des dividendes en accord avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant Unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés concernés.

16. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par la Réunion des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'article 13. S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé peut, sur option, décider de liquider la Société en prenant à sa charge personnelle tous les biens et obligations, connus et inconnus, de la Société.

17. Interprétation et loi luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 une référence à:

- (a) un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autre chose) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications).

17.1.2 les mots "inclus" et "y compris/incluant" seront considérés comme étant suivi des mots "sans restriction" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis de mots indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

17.1.3 les en-têtes de ces Articles ne doivent pas affecter leur interprétation.

17.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de prendre acte de la démission des gérants suivants de la Société, celle-ci prenant effet à la date des présentes résolutions:

- M. Marco HERBST, comme gérant de catégorie B;
- M. Gregory LAÏ, comme gérant de catégorie B;
- Mme Theresa A. GORE, comme gérante de catégorie B;
- M. Laurent RICCI, comme gérant de catégorie A; et
- M. Philippe DELREE, comme gérant de catégorie A.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de nommer M. Paul McDonald, comptable, né à Liverpool le 30 avril 1966, ayant son adresse professionnelle à The Vault, Dakota Drive, Speke Estuary Park, Liverpool L24 8RJ, Royaume-Uni, comme gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée à partir de la date des présentes résolutions.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de constater que, suite aux démissions et à la nomination mentionnée à la résolution qui précède, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

- M. Philippe LECLERCQ, gérant de catégorie A;
- Mme Laurence GOBLET, gérant de catégorie A;
- M. Xavier PONCELET, gérant de catégorie A;
- M. Sundeep (Simon) ARORA, gérant de catégorie A; et
- M. Paul MCDONALD, gérant de catégorie B.

116874

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. SCHMITT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 juin 2014. LAC/2014/28385. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100780/572.

(140121043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Landericus Property Zeta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.240.

In the year two thousand fourteen, on the thirteenth of June.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the partners of "LANDERICUS PROPERTY ZETA S.à r.l.", a limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, incorporated by deed drawn up and enacted on the 30th of December 2008 under the denomination SHLF Liquidity No 1 S.à r.l., inscribed at trade register Luxembourg section B number 144.240, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 311 of February 12th, 2009.

The meeting is presided by Mrs Flora GIBERT, lawyer, residing in Luxembourg.

The chairwoman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Rachel UHL, lawyer, residing in Luxembourg.

The chairwoman requests the notary to act that:

I.- The partners present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the partners have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- Creation of two categories of managers of class A and of class B and amendment of the statutory powers of signature.

2.- Subsequent amendment of Article 12 of the Statutes.

3.- Appointment of Mr. Andrew Mc Keon as a new class A manager for an unlimited duration.

4.- Allocation of other current managers to the class A or to the class B.

After the foregoing was approved by the shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The meeting resolved to create 2 categories of managers of class A and of class B and to amend the statutory powers of signature, so that the company is now committed in case of plurality of managers, by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

Second resolution:

The meeting decides consequently to amend Article 12 of the Statutes, to give it the following content:

English version:

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of class A managers and class B managers. The manager(s) need not to be partners. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented, and at least one class A manager and one class B manager.

French version:

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérants de classe A et de gérants de classe B. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura (ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés, pour autant qu'un gérant de classe A et un gérant de classe B soient présents ou représentés.

Third resolution:

The meeting decided to appoint as new manager of class A, for an unlimited duration: Mr. Andrew Mc Keon, private employee, born March 27, 1970 in Baile Atha Cliath in / Dublin, residing at 1-3 Highbury Station Road, Islington, London N1 1SE, UK.

Fourth resolution:

The meeting decides to allocate managers as follows:

Are assigned to the category of class A:

- Mr. Andrew Mc Keon, prenamed.
- Mr. Paul Rickard.

Are assigned to the category of class B:

- Mr. Nicolas Schreurs
- Mr. Philippe Lanciers
- Mr. Barry Black

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately seven hundred and fifty euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le trente juin.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "LANDERICUS PROPERTY ZETA S.à r.l.", ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 144.240, constituée suivant acte reçu le 30 décembre 2008 sous la dénomination SHLF Liquidity No 1 S.à r.l., publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations no 311 du 12 février 2009.

L'assemblée est présidée par Madame Flora GIBERT, juriste, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Rachel UHL, juriste, demeurant à Luxembourg.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

- 1.- Création de deux catégories de gérants de classe A et de classe B et modification du régime de signature statutaire.
- 2.- Modification subséquente de l'article 12 des statuts.
- 3.- Nomination de Monsieur Andrew Mc Keon en tant que nouveau gérant de classe A pour une durée indéterminée.
- 4.- Affectation des autres gérants actuellement en fonction à la classe A ou B.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'assemblée décide de créer de catégories de gérants de classe A et de classe B et de modifier le régime de signature statutaire, afin que la société soit désormais engagée, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Deuxième résolution:

L'assemblée décide en conséquence de modifier l'article 12 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

Version anglaise:

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of class A managers and class B managers. The manager(s) need not to be partners. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented, and at least one class A manager and one class B manager.

Version française:

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérants de classe A et de gérants de classe B. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura (ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés, pour autant qu'un gérant de classe A et un gérant de classe B soient présents ou représentés.

Troisième résolution:

L'assemblée décide de nommer comme nouveau gérant de classe A, pour une durée indéterminée: Monsieur Andrew Mc Keon, employé privé, né le 27 mars 1970 à Baile Atha Cliath/Dublin, demeurant professionnellement au 1-3 Highbury Station Road, Islington, London N1 1SE, UK.

Quatrième résolution:

L'assemblée décide d'affecter les gérants de la façon suivante:

Sont affectés à la catégorie de classe A:

- Monsieur Andrew Mc Keon, prénommé.
- Monsieur Paul Rickard.

Sont affectés à la catégorie de classe B:

- Monsieur Nicolas Schreurs
- Monsieur Philippe Lanciers
- Monsieur Barry Blac

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes, elles ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît et parle anglais constate que, sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: F.GIBERT, R.UHL, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 1^{er} juillet 2014. Relation: LAC/2014/30260. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C.FRISING.

Référence de publication: 2014100127/187.

(140118677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Ki Constants Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2222 Luxembourg, 318, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 188.479.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Madame Irène Margarita SERRANO TENDERO, consultante en informatique, née à Caracas (Venezuela), le 10 mai 1962, demeurant à L-2222 Luxembourg, 318, rue de Neudorf.

La comparante est ici représentée par Monsieur André PIPPIG, comptable, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signé «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante a, par le mandataire requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de KI CONSULTANTS EUROPE S.à r.l..

Art. 3. La société a pour objet la consultance en informatique, la mise en place de systèmes informatiques de traitement de l'information, le conseil, le suivi de projets, la conception et la réalisation de logiciels, le support ainsi que la fourniture et l'installation de matériels informatiques.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelques forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales ont été souscrites par Madame Irène Margarita SERRANO TENDERO, prénommée, et ont été intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ mille cinquante euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social est établi à L-2222 Luxembourg, 318, rue de Neudorf.
- 2.- Est nommé gérante unique de la société:

Madame Irène Margarita SERRANO TENDERO, consultante en informatique, née à Caracas (Venezuela), le 10 mai 1962, demeurant à L-2222 Luxembourg, 318, rue de Neudorf, pour une durée indéterminée.

3.- La société est engagée par la signature individuelle de la gérante unique.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: André PIPPIG, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 juillet 2014. Relation GRE/2014/2619. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014100093/118.

(140119649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

BGP Residential GP 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 119.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014095589/9.

(140114448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

**Coveris Group S.A., Société Anonyme,
(anc. Exopack Group S.A.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 179.226.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 décembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014095663/11.

(140113775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Gavilon Luxembourg HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.880.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 30 mai 2014

1. Monsieur Gérard BIRCHEN a démissionné de son mandat de gérant B.

2. Madame Nicola FOLEY, administrateur de sociétés, née à Dublin (Irlande), le 6 octobre 1982, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Gavilon Luxembourg HoldCo S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014098189/16.

(140116472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.
